

signifié par huissier, le 28 août 1618, au nommé Jean Bernard, possesseur d'une rente noble, située dans la paroisse de Larajasse, lequel avait été taxé à la somme de 6 livres tournois, pour sa part contributive dans celle de 4,560 livres, allouée à Jacques d'Urfé, bailli du Forez, et député de la noblesse de cette province aux Etats Généraux de 1614. Ce document, dont il est donné lecture par l'orateur, nous montre, de la manière la plus claire, comment les frais des députations de nos anciennes provinces, étaient liquidés, répartis et recouvrés sur les contribuables, qui devaient les acquitter.

